

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/200752]

13 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions de diffusion du son amplifié électroniquement dans les établissements ouverts au public

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit, l'article 1^{er}, modifié par la loi du 21 décembre 1998;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'article D.144;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1977 fixant les normes acoustiques pour la musique dans les établissements publics et privés;

Vu le rapport du 1^{er} février 2018 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis du pôle « Environnement », rendu en date du 27 mars 2018;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes de Wallonie, rendu en date du 18 avril 2018;

Vu l'avis n°64.012/4 du Conseil d'État donné le 19 septembre 2018 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne conformément à l'article 5 de la Directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

Considérant que les nuisances sonores constituent une préoccupation importante de la population;

Considérant que l'écoute de son amplifié électroniquement à des niveaux élevés peut causer des dégâts irréparables à l'audition; que, selon plusieurs études, une exposition prolongée supérieure à 85 dB(A) peut entraîner ces dégâts;

Considérant qu'il s'agit également d'un enjeu en matière de santé-environnement;

Considérant que la matière est actuellement réglée par l'arrêté royal du 24 février 1977 fixant les normes acoustiques pour la musique dans les établissements publics et privés; que cet arrêté royal est cependant méconnu des établissements auxquels il s'applique et, par ailleurs, devenu obsolète en raison de l'évolution du type de son diffusé, notamment des niveaux de basses plus importants;

Considérant les mises à jour de la réglementation en termes d'émission de niveaux sonores adoptées par la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'outre une mise à jour de la réglementation en termes d'émission de niveaux sonores, le présent arrêté prévoit des mesures de prévention et d'information du public;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, l'on entend par :

1^o le son amplifié électroniquement : toutes les modalités d'émissions de musique et de sons amplifiés électroniquement, y compris la voix, et provenant de sources sonores, permanentes ou temporaires;

2^o l'établissement ouvert au public : tout lieu permanent ou temporaire, classé ou non au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, ainsi que ses dépendances, accessibles au public même si son accès est limité à certaines catégories de personnes, contre paiement ou non, y compris celui qui est en plein air, utilisé à titre autre que purement privatif dans le cadre du cercle familial, à l'exclusion des cortèges, des défilés et des autres manifestations itinérantes similaires;

3^o le public : toute personne accédant à un établissement ouvert au public autre qu'en sa qualité de travailleur sur ce lieu;

4^o le niveau de pression acoustique équivalent ou LAeq,T : niveau de pression acoustique mesuré avec la pondération fréquentielle A énergiquement équivalent à un bruit fluctuant pendant la durée de mesure T;

5^o LAeq 15 minutes, glissant : niveau de pression acoustique équivalent pondéré A 15 minutes glissant : le niveau de pression acoustique mesuré avec la pondération fréquentielle A, par pas d'une seconde, énergiquement équivalent à un bruit fluctuant au cours d'une période glissante de 15 minutes;

6^o LCeq 15 minutes, glissant : niveau de pression acoustique équivalent pondéré C 15 minutes glissant : le niveau de pression acoustique mesuré avec la pondération fréquentielle C, par pas d'une seconde, énergiquement équivalent à un bruit fluctuant au cours d'une période glissante de 15 minutes;

7^o LAeq 60 minutes, glissant : niveau de pression acoustique équivalent pondéré A 60 minutes glissant : le niveau de pression acoustique mesuré avec la pondération fréquentielle A, par pas d'une seconde, énergiquement équivalent à un bruit fluctuant au cours d'une période glissante de 60 minutes;

8^o LCeq 60 minutes, glissant : niveau de pression acoustique équivalent pondéré C 60 minutes glissant : le niveau de pression acoustique mesuré avec la pondération fréquentielle C, par pas d'une seconde, énergiquement équivalent à un bruit fluctuant au cours d'une période glissante de 60 minutes;

9^o l'agent chargé de la surveillance : l'agent désigné en vertu de l'article D.140 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

10^o le bureau d'acoustique agréé : un bureau agréé pour la catégorie 2 tel que visé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1^{er} juillet 2010 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires ou organismes en matière de bruit;

11° la zone de repos : l'espace de l'établissement ouvert au public dans lequel le niveau LAeq 15minutes, glissant ne dépasse pas 85dB(A), signalé comme tel pour le public, accessible à celui-ci gratuitement et dont la superficie est de minimum cinq pour cent de la superficie totale accessible au public de l'établissement ouvert au public;

12° le haut-parleur : tout dispositif permettant de diffuser du son amplifié électroniquement;

13° l'Administration : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

14° le Ministre : le Ministre de l'Environnement;

15° l'établissement existant : tout établissement dûment autorisé ou déclaré avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 15°, la transformation ou l'extension d'un établissement autorisé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, consignée dans le registre prévu par l'article 10, § 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est assimilée à un établissement existant.

Art. 2. Le présent arrêté vise à limiter les émissions de son amplifié électroniquement dans les établissements ouverts au public, afin de protéger le public des nuisances qu'un tel son peut provoquer.

CHAPITRE II. — Normes à l'émission

Section 1. — Catégorie 1 : les établissements ouverts au public qui ne dépassent pas 85 dB(A)

Art. 3. Lors de toute diffusion de son amplifié électroniquement, le niveau LAeq 15minutes, glissant ne peut pas dépasser 85dB(A) dans les établissements ouverts au public diffusant du son amplifié électroniquement.

Les établissements ouverts au public qui respectent ce niveau en informent le public en affichant, à chaque endroit de passage obligé, le pictogramme déterminé pour la catégorie visée, tel que défini à l'article 8.

Section 2. — Catégorie 2 : les établissements ouverts au public qui dépassent 85 dB(A) sans dépasser 95 dB(A)

Art. 4. Par dérogation à l'article 3, les niveaux LAeq 15minutes, glissant et L_Ceq 15minutes, glissant, mesurés dans un établissement ouvert au public peuvent atteindre un niveau maximum de respectivement 95dB(A) et 110dB(C) pour autant que l'exploitant de l'établissement ouvert au public diffusant du son amplifié électroniquement se conforme aux conditions suivantes :

1° informer le public qu'il se trouve dans une ambiance sonore dont le niveau est élevé et constitue un risque d'atteintes temporaires ou permanentes à sa capacité d'audition, en affichant, à chaque endroit de passage obligé du public, le pictogramme déterminé pour la catégorie visée, tel que défini à l'article 8;

2° mesurer et afficher les niveaux sonores moyens et instantanés pour chacune des salles ou scènes diffusant du son amplifié électroniquement.

En application de l'alinéa 1^{er}, 2°, l'appareillage répond aux exigences de l'annexe 1^{ère}.

Section 3. — Catégorie 3 : les établissements ouverts au public qui dépassent 95 dB(A) sans dépasser 100 dB(A)

Art. 5. § 1^{er}. Par dérogation aux articles 3 et 4, les niveaux LAeq 60 minutes, glissant et L_Ceq 60 minutes, glissant, mesurés dans un établissement ouvert au public peuvent atteindre un niveau maximum de respectivement 100dB(A) et 115dB(C) pour autant que l'exploitant de l'établissement ouvert au public diffusant du son amplifié électroniquement se conforme aux conditions suivantes :

1° informer le public qu'il se trouve dans une ambiance sonore dont le niveau est élevé et constitue un risque d'atteintes temporaires ou permanentes à sa capacité d'audition, en affichant, à chaque endroit de passage obligé du public, le pictogramme déterminé pour la catégorie visée, tel que défini à l'article 8;

2° mesurer, afficher et enregistrer les niveaux sonores moyens et instantanés pour chacune des salles ou scènes diffusant du son amplifié électroniquement;

3° mettre à disposition du public, gratuitement ou à un prix ne dépassant pas le prix d'achat du dispositif par l'établissement ouvert au public, des protections auditives à usage unique conformes à la norme NBN EN 352-2 : "Protecteurs individuels contre le bruit - Exigences générales - Partie 2 : Bouchons d'oreilles " et mesurée conformément à la norme NBN EN 24869-1 : " Acoustique - Protecteurs individuels contre le bruit - Méthode subjective de mesurage de l'affaiblissement acoustique " ou équivalente, ayant un affaiblissement certifié de minimum 15 dB;

4° disposer au minimum d'une zone de repos;

5° désigner un responsable technique pour l'établissement ouvert au public, ayant en charge le suivi du respect de la législation en termes de niveaux diffusés et ayant suivi une formation liée au son amplifié, ayant passé un test auditif professionnel et qui veillera à la meilleure configuration du système de diffusion pour assurer un impact minimum de l'activité de diffusion de son amplifié électroniquement sur l'environnement. Ces informations sont mises à disposition des agents chargés de la surveillance et des services de Police. Ce responsable technique est un référent pour les agents chargés de la surveillance et des services de Police.

En application de l'alinéa 1^{er}, 2°, l'appareillage répond aux exigences de l'annexe 2. Il est placé sous le contrôle du responsable technique désigné à l'alinéa 1^{er}, 5°, ou par un bureau d'acoustique agréé. Une description synthétique sur la manière dont les informations sauvegardées en mémoire par l'afficheur peuvent être consultées est mise à disposition des agents chargés de la surveillance et des services de Police.

En application de l'alinéa 1^{er}, 3°, les normes NBN visées sont rendues accessibles sur le Portail environnement du Service public de Wallonie.

§ 2. L'enregistrement visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, débute dès que l'établissement ouvert au public diffuse du son amplifié électroniquement et que du public est présent. Il s'interrompt lorsque la diffusion de son amplifié électroniquement s'arrête définitivement ou si le public n'est plus présent dans l'établissement ouvert au public.

L'enregistrement a une durée minimum de soixante minutes.

Section 4. — Dispositions communes aux trois catégories

Art. 6. Les niveaux de pression acoustique équivalents sont mesurés à n'importe quel endroit accessible au public, à une hauteur située entre 1,20 m et 1,50 m par rapport au sol du local, et à une distance minimale de 1 m des parois et de tout haut-parleur.

La mesure est réalisée à un moment quelconque pendant toute la période d'ouverture de l'établissement ouvert au public.

La mesure est poursuivie durant une période égale à celle des normes établies par les articles 3 à 5.

Art. 7. L'Administration peut assister les pouvoirs locaux et les établissements ouverts au public dans la mise en œuvre des obligations prévues dans le présent arrêté, notamment en organisant toute mesure visant à les informer.

Art. 8. Le Ministre détermine la forme des pictogrammes visés par catégorie, le contenu et les modalités de la formation et les modalités du test auditif exigé du responsable technique visé à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o.

La formation visée à l'alinéa 1^{er} comprend :

1^o des notions d'acoustique, en ce compris la maîtrise des appareils de gestion des niveaux sonores;

2^o une sensibilisation aux aspects sanitaires liés à l'exposition au bruit portant, entre autres, sur la notion de dose de bruit, les risques sanitaires et l'échelle des décibels;

3^o une initiation à l'intelligibilité du son.

Art. 9. Pour les établissements permanents ouverts au public, une calibration des dispositifs de mesure, d'affichage et d'enregistrement est effectuée, tous les cinq ans, par un bureau d'acoustique agréé.

CHAPITRE III. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 10. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Si la demande de permis d'environnement est relative à un établissement visé aux rubriques 92.13, 92.32 et 92.34 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations telles que demandées dans l'annexe XXXVII. "

Art. 11. L'article 30 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 décembre 2015, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Si la demande de permis unique est relative à un établissement visé aux rubriques 92.13, 92.32 et 92.34 de l'annexe I de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, elle comprend, outre les renseignements demandés dans le formulaire visé à l'alinéa 1^{er}, les informations telles que demandées dans l'annexe XXXVII. "

Art. 12. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe XXXVII qui est jointe en annexe 3 au présent arrêté.

CHAPITRE IV. — Dispositions abrogatoire et finales

Art. 13. L'arrêté royal du 24 février 1977 fixant les normes acoustiques pour la musique dans les établissements publics et privés est abrogé.

Art. 14. Le Gouvernement fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 15. Les articles 4, alinéa 1^{er}, 2^o et 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o et 4^o, s'appliquent aux établissements existants un an après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 16. Les demandes de permis et les dépôts de déclaration des établissements visés aux rubriques 92.13, 92.32 et 92.34 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées introduits avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande ou du dépôt.

Art. 17. L'exploitant d'un établissement existant, visé par une ou des rubriques 92.13, 92.32 et 92.34 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, notifie, au moyen du formulaire visé à l'annexe XXXVII de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, dans un délai de six mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté, à l'autorité compétente, au fonctionnaire technique et aux agents chargés de la surveillance, les niveaux sonores maximums qu'il décide de respecter et permettant ainsi d'identifier, sans contestation, les conditions qui lui sont applicables.

Art. 18. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 1 - Descriptif de l'afficheur de niveaux sonores

1. Caractéristiques générales du dispositif de mesure et d'affichage des niveaux sonores

Le microphone, les câbles, le matériel et la méthode de montage sont conçus pour faire face aux dommages causés par l'humidité, la fumée, le public.

Le microphone, les câbles et le matériel sont dimensionnés pour un fonctionnement stable dans le temps et disposés de manière à ce que seuls l'exploitant et l'agent chargé de la surveillance puissent y avoir accès.

Le microphone, les câbles et le matériel sont pourvus d'un dispositif de sécurité rendant le système inviolable tel qu'un accès par mot de passe pour les paramètres et des câbles scellés ou tous autres moyens présentant les mêmes garanties.

Le microphone est étalonné lors de son installation et tous les ans. Les preuves de l'étalonnage sont mises à disposition des agents chargés de la surveillance et des services de Police.

2. Mesure du niveau sonore

Le matériel répond à la classe 2, selon la norme NBN EN 61672-1 Electroacoustique - Sonomètres - Partie 1 : Spécifications.

L'appareil de mesure dispose d'une plage de mesures comprise au minimum entre 70 et 120 dB, d'une gamme de fréquences comprise entre 20 et 20.000 Hz et permet de mesurer les niveaux sonores pondérés A et C simultanément.

3. Système d'affichage

L'afficheur de niveau sonore est consultable dans toutes les conditions de luminosité par le public et par l'exploitant. Les indicateurs suivant sont affichés : LAeq 5 secondes, LAeq 15 minutes et LCEq 15 minutes.

Le microphone est positionné à une hauteur au-dessus du sol comprise entre 1,20 m et 5 m et si possible à une distance minimale de 1 m des parois latérales, du plafond et de tout haut-parleur.

Le microphone est disposé entre le public et centralement entre les principaux haut-parleurs, le cas échéant, à la table de mixage. Si un autre endroit est choisi pour des raisons organisationnelle, légale ou de sécurité pour le matériel, une correction est appliquée au niveau mesuré affiché. Dans ce cas, la correction est intégrée au rapport d'installation et prise en compte lors de la calibration. En tout état de cause, le microphone est placé pour garantir l'obtention d'une mesure représentative du niveau de bruit auquel est exposé le public.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 fixant les conditions de diffusion du son amplifié électroniquement dans les établissements ouverts au public.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Annexe 2 - Descriptif de l'afficheur/enregistreur de niveaux sonores

1. Caractéristiques générales du dispositif de mesure, d'enregistrement et d'affichage des niveaux sonores

Le microphone, les câbles, le matériel et la méthode de montage sont conçus pour faire face aux dommages causés par l'humidité, la fumée, le public.

Le microphone, les câbles et le matériel sont dimensionnés pour un fonctionnement stable dans le temps et disposés de manière à ce que seuls l'exploitant et l'agent chargé de la surveillance puissent y avoir accès.

Le microphone, les câbles et le matériel sont pourvus d'un dispositif de sécurité rendant le système inviolable tel qu'un accès par mot de passe pour les paramètres et des câbles scellés ou tous autres moyens présentant les mêmes garanties.

Le microphone est étalonné lors de son installation et tous les ans. Les preuves de l'étalonnage sont mises à disposition des agents chargés de la surveillance et des services de Police.

Une vérification automatique du fonctionnement électrique du système est assurée et une alarme au moins visuelle se déclenche lorsqu'un câble se débranche.

2. Mesure du niveau sonore

Le matériel répond à la classe 2, selon la norme NBN EN 61672-1 Electroacoustique - Sonomètres - Partie 1 : Spécifications.

L'appareil de mesure dispose d'une plage de mesures comprise au minimum entre 70 et 120 dB, d'une gamme de fréquences comprise entre 20 et 20.000 Hz et permet de mesurer les niveaux sonores pondérés A et C simultanément.

3. Système d'affichage et d'enregistrement

L'afficheur de niveau sonore est consultable dans toutes les conditions de luminosité par le public et par l'exploitant. Les indicateurs suivant sont affichés : LAeq 5 secondes, LAeq 15 minutes, LCEq 15 minutes, LAeq 60 minutes et LCEq 60 minutes.

Le microphone est positionné à une hauteur au-dessus du sol comprise entre 1,20 m et 5 m et si possible à une distance minimale de 1 m des parois latérales, du plafond et de tout haut-parleur.

Le microphone est disposé entre le public et centralement entre les principaux haut-parleurs, le cas échéant, à la table de mixage. Si un autre endroit est choisi pour des raisons organisationnelle, légale ou de sécurité pour le matériel, une correction est appliquée au niveau mesuré affiché et enregistré. Dans ce cas, la correction est intégrée au rapport d'installation et prise en compte lors de la calibration. En tout état de cause, le microphone est placé pour garantir l'obtention d'une mesure représentative du niveau de bruit auquel est exposé le public.

Le système enregistre les niveaux sonores LAeq 15 minutes, LCEq 15 minutes, LAeq 60 minutes et LCEq 60 minutes par pas de 2 minutes. Les données enregistrées doivent rester disponibles pendant une période de minimum 30 jours.

Les valeurs sont stockées sous un format informatique courant sous forme de texte ou de tableur, comprenant : les heures de début, de fin, et les valeurs des niveaux de bruit pour chaque indicateur.

La lecture des données enregistrées est possible sans identification.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 fixant les conditions de diffusion du son amplifié électroniquement dans les établissements ouverts au public.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

Annexe 3

« Annexe XXXVII à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Niveaux sonore choisi et horaire de diffusion :

Horaires de diffusion de son amplifié électroniquement		(cocher)
Niveaux sonores équivalents demandés :	Catégorie 1 Niveau LAeq 15 minutes, glissant qui ne dépasse pas 85 dB(A)	
	Catégorie 2 Niveaux LAeq 15 minutes, glissant et LCeq 15 minutes, glissant, qui peuvent atteindre un niveau maximum de respectivement 95 dB(A) et 110 dB(C)	
	Catégorie 3 Niveaux LAeq 60 minutes, glissant et LCeq 60 minutes, glissant, qui peuvent atteindre un niveau maximum de respectivement 100 dB(A) et 115 dB(C)	

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 fixant les conditions de diffusion du son amplifié électroniquement dans les établissements ouverts au public.

Namur, le 13 décembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2019/200752]

13. DEZEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Bedingungen für die Übertragung elektronisch verstärkten Tons in öffentlich zugänglichen Einrichtungen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 20;

Aufgrund des Gesetzes vom 18. Juli 1973 über die Lärmbekämpfung, Artikel 1, abgeändert durch das Gesetz vom 21. Dezember 1998;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.144;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestufteten Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 24. Februar 1977 zur Festlegung der akustischen Normen für Musik in den öffentlichen und privaten Einrichtungen;

Aufgrund des Berichts vom 1. Februar 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 27. März 2018 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Umwelt";

Aufgrund der am 18. April 2018 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

Aufgrund des am 19. September 2018 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 64.012/4 des Staatsrats;

Aufgrund der Tatsache, dass der vorliegende Erlass gemäß Art. 5 der Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft der Europäischen Kommission mitgeteilt worden ist;

In der Erwägung, dass die Lärmbelästigung der Bevölkerung große Sorgen bereitet;

In der Erwägung, dass das Zuhören von elektronisch verstärkten Tönen mit hohen Lautstärken dem Gehör unumkehrbare Schäden anrichten kann; dass mehreren Studien zufolge eine verlängerte Exposition bei über 85dB(A) zu diesen Schäden führen kann;

In der Erwägung, dass dies ebenfalls eine Herausforderung im Rahmen einer gesundheitsfördernden Umweltpolitik darstellt;

In der Erwägung, dass diese Materie derzeit durch den Königlichen Erlass vom 24. Februar 1977 zur Festlegung der akustischen Normen für Musik in den öffentlichen und privaten Einrichtungen geregelt wird; dass dieser Königliche Erlass den Einrichtungen, auf die er Anwendung findet, jedoch kaum bekannt ist, und im Übrigen wegen der Weiterentwicklung der Art von Tönen, die übertragen werden, insbesondere der stärkeren Bassstöne, veraltet ist;

In Erwägung der von der Flämischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt angenommenen Aktualisierungen der Regelung in Sachen Lärmpegel;

In der Erwägung, dass der vorliegende Erlass neben einer Aktualisierung der Regelung in Sachen Lärmpegel Vorbeugungsmaßnahmen sowie Maßnahmen zur Information der Öffentlichkeit vorsieht;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Allgemeine Bestimmungen

Artikel 1 - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° elektronisch verstärkter Ton: jede Art der Musik- und Tonausgabe, einschließlich der Stimme, die elektronisch verstärkt ist und aus ständigen oder zeitweiligen Tonquellen stammt;

2° öffentlich zugängliche Einrichtung: jeder permanente oder zeitweilige, nach dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung eingestufte oder nicht eingestufte, der Öffentlichkeit, wenn auch nur bestimmten Personenkategorien, entgeltlich oder unentgeltlich zugängliche Standort samt dessen Nebenanlagen, einschließlich des im Freien liegenden Standorts, der anders als nur zur alleinigen Nutzung im Familienkreis benutzt wird, mit Ausnahme von Straßenumzügen, Vorbeimärschen und anderen ähnlichen Wanderveranstaltungen;

3° Publikum: jede Person, die eine öffentlich zugängliche Einrichtung anders als in ihrer Eigenschaft als Beschäftigter/e an diesem Ort betritt;

4° äquivalenter Schalldruckpegel oder LAeq,T: Schalldruckpegel, gemessen mit der A-Frequenzbewertung, der energetisch betrachtet einem während der Messdauer T schwankenden Geräusch entspricht;

5° LAeq 15 Minuten, gleitend: gleitender A-bewerteter äquivalenter Schalldruckpegel 15 Minuten: der Schalldruckpegel, gemessen in Sekundenschritten mit der A-Frequenzbewertung, der energetisch betrachtet einem während einer gleitenden Zeitspanne von 15 Minuten schwankenden Geräusch entspricht;

6° LCEq 15 Minuten, gleitend: gleitender C-bewerteter äquivalenter Schalldruckpegel 15 Minuten: der Schalldruckpegel, gemessen in Sekundenschritten mit der C-Frequenzbewertung, der energetisch betrachtet einem während einer gleitenden Zeitspanne von 15 Minuten schwankenden Geräusch entspricht;

7° LAeq 60 Minuten, gleitend: gleitender A-bewerteter äquivalenter Schalldruckpegel 60 Minuten: der Schalldruckpegel, gemessen in Sekundenschritten mit der A-Frequenzbewertung, der energetisch betrachtet einem während einer gleitenden Zeitspanne von 60 Minuten schwankenden Geräusch entspricht;

8° LCEq 60 Minuten, gleitend: gleitender C-bewerteter äquivalenter Schalldruckpegel 60 Minuten: der Schalldruckpegel, gemessen in Sekundenschritten mit der C-Frequenzbewertung, der energetisch betrachtet einem während einer gleitenden Zeitspanne von 60 Minuten schwankenden Geräusch entspricht;

9° mit der Überwachung beauftragter Bediensteter: der kraft Artikel D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches benannte Bedienstete;

10° zugelassenes Akustikbüro: für die Kategorie 2 zugelassenes Büro im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 1. Juli 2010 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der Laboratorien oder Einrichtungen in Sachen Lärm;

11° Ruhebereich: der Raum innerhalb der öffentlich zugänglichen Einrichtung, in dem der Pegel LAeq 15 Minuten, gleitend, 85dB(A) nicht überschreitet, der dem Publikum als solcher angezeigt wird, diesem unentgeltlich zugänglich ist und dessen Oberfläche mindestens fünf Prozent der dem Publikum zugänglichen Gesamtfläche der öffentlich zugänglichen Einrichtung entspricht;

12° Lautsprecher: jede Anlage zur Übertragung elektronisch verstärkter Töne;

13° Verwaltung: die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

14° Minister: der Minister für Umwelt;

15° bereits bestehende Einrichtung: jede vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses ordnungsgemäß zugelassene oder gemeldete Einrichtung.

Für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 15 wird der Umbau oder Ausbau einer vor dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses zugelassenen, im in Artikel 10 § 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Register eingetragenen Einrichtung einer bereits bestehenden Einrichtung gleichgestellt.

Art. 2 - Der vorliegende Erlass zielt darauf ab, die Emissionen elektronisch verstärkter Töne in den öffentlich zugänglichen Einrichtungen in Grenzen zu halten, um das Publikum vor der Belästigung zu schützen, die solche Töne verursachen können.

KAPITEL II — Emissionsnormen

Abschnitt 1 — Kategorie 1: Öffentlich zugängliche Einrichtungen, die 85 dB(A) nicht überschreiten

Art. 3 - Bei jeder Übertragung elektronisch verstärkten Tons darf der gleitende LAeq 15 Minuten-Pegel in den öffentlich zugänglichen Einrichtungen, in denen elektronisch verstärkter Ton übertragen wird, 85dB(A) nicht überschreiten.

Die öffentlich zugänglichen Einrichtungen, in denen dieser Pegel eingehalten wird, teilen dies dem Publikum mit, indem sie an jeder zwangsläufig betretenen Stelle das der betroffenen Kategorie entsprechende Piktogramm nach Artikel 8 anbringen.

Abschnitt 2 — Kategorie 2: Öffentlich zugängliche Einrichtungen, die 85 dB(A), jedoch nicht 95 dB(A) überschreiten

Art. 4 - Abweichend von Artikel 3 dürfen die in einer öffentlich zugänglichen Einrichtung gemessenen gleitenden LAeq 15 Minuten- und LReq 15 Minuten-Pegel einen Höchstwert von je 95dB(A) und 110dB(C) erreichen, sofern der Betreiber der öffentlich zugänglichen Einrichtung, in der elektronisch verstärkter Ton übertragen wird, die folgenden Bedingungen einhält:

1° durch das Anbringen des der betroffenen Kategorie entsprechenden Piktogramms nach Artikel 8 an jeder zwangsläufig betretenen Stelle das Publikum darüber informieren, dass es sich in einer akustischen Umgebung mit hohem Schallpegel befindet, der zu zeitweiligen oder dauerhaften Beeinträchtigungen seines Hörvermögens führen kann;

2° für jede(n) einzelne(n) Saal oder Bühne, wo elektronisch verstärkter Ton übertragen wird, die mittleren und momentanen Schallpegelwerte messen und anzeigen.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 entsprechen die Geräte den Anforderungen in Anhang 1.

Abschnitt 3 — Kategorie 3: Öffentlich zugängliche Einrichtungen, die 95 dB(A), jedoch nicht 100 dB(A) überschreiten

Art. 5 - § 1. Abweichend von den Artikeln 3 und 4 dürfen die in einer öffentlich zugänglichen Einrichtung gemessenen gleitenden LAeq 60 Minuten- und LReq 60 Minuten-Pegel einen Höchstwert von je 100dB(A) und 115dB(C) erreichen, sofern der Betreiber der öffentlich zugänglichen Einrichtung, in der elektronisch verstärkter Ton übertragen wird, die folgenden Bedingungen einhält:

1° durch das Anbringen des der betroffenen Kategorie entsprechenden Piktogramms nach Artikel 8 an jeder zwangsläufig betretenen Stelle das Publikum darüber informieren, dass es sich in einer akustischen Umgebung mit hohem Schallpegel befindet, der zu zeitweiligen oder dauerhaften Beeinträchtigungen seines Hörvermögens führen kann;

2° für jede(n) einzelne(n) Saal oder Bühne, wo elektronisch verstärkter Ton übertragen wird, die mittleren und momentanen Schallpegelwerte messen, anzeigen und registrieren.

3° dem Publikum unentgeltlich oder zu einem Preis, der den von der öffentlich zugänglichen Einrichtung gezahlten Einkaufspreis nicht übersteigt, Einweg-Gehörschützer mit zertifizierter Schalldämmung von mindestens 15 dB, die der Norm NBN EN 352-2 "Gehörschützer - allgemeine Anforderungen - Teil 2: Gehörschutzstöpsel" entsprechen und nach der Norm NBN EN 24869-1 "Akustik - Gehörschützer - Subjektive Methode zur Messung der Schalldämmung" gemessen sind - oder Gleichwertiges - zur Verfügung stellen;

4° mindestens über einen Ruhebereich verfügen;

5° einen technischen Verantwortlichen für die öffentlich zugängliche Einrichtung benennen, der damit beauftragt wird, die Einhaltung der Gesetzgebung betreffend die bei der Tonübertragung zu beachtenden Pegel zu überwachen, der an einer Ausbildung im Zusammenhang mit Tonverstärkung teilgenommen hat, einem professionellen Hörtest unterzogen wurde und für die bestmögliche Konfiguration des Tonübertragungssystems sorgen wird, um die Umweltauswirkungen der Übertragung elektronisch verstärkten Tons auf ein Mindestmaß zu reduzieren. Diese Informationen werden den mit der Überwachung beauftragten Bediensteten und den Polizeidiensten zur Verfügung gestellt. Dieser Verantwortliche fungiert als Ansprechpartner für die mit der Überwachung beauftragten Bediensteten und die Polizeidienste.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 entsprechen die Geräte den Anforderungen in Anhang 2. Sie werden unter die Aufsicht des in Absatz 1 Ziffer 5 genannten technischen Verantwortlichen oder eines zugelassenen Akustikbüros gestellt. Eine zusammenfassende Beschreibung über die Art und Weise, wie die im Anzeiger gespeicherten Informationen eingesehen werden können, wird den mit der Überwachung beauftragten Bediensteten und den Polizeidiensten zur Verfügung gestellt.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 werden die genannten NBN-Normen auf dem Umweltportal des Öffentlichen Dienstes der Wallonie zugänglich gemacht.

§ 2. Die in § 1 Absatz 1 Ziffer 2 genannte Registrierung startet, sobald in der öffentlich zugänglichen Einrichtung elektronisch verstärkter Ton übertragen wird und das Publikum anwesend ist. Sie wird unterbrochen, wenn die Übertragung elektronisch verstärkten Tons endgültig stoppt oder falls in der öffentlich zugänglichen Einrichtung das Publikum nicht mehr anwesend ist.

Die Registrierung hat eine Dauer von mindestens sechzig Minuten.

Abschnitt 4 — Gemeinsame Bestimmungen für die drei Kategorien

Art. 6 - Die äquivalenten Schalldruckpegel werden an jeder beliebigen, dem Publikum zugänglichen Stelle in einer Höhe zwischen 1,20 m und 1,50 m über den Raumboden und in einem Abstand von mindestens 1 m zu den Wänden und jeglichem Lautsprecher gemessen.

Die Messung erfolgt zu jedem beliebigen Zeitpunkt während der Öffnungszeiten der öffentlich zugänglichen Einrichtung.

Die Messung wird fortgesetzt, solange die in den Artikeln 3 bis 5 festgelegten Normen gelten.

Art. 7 - Die Verwaltung kann den lokalen Behörden und den öffentlich zugänglichen Einrichtungen bei der Umsetzung der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Verpflichtungen Amtshilfe leisten, insbesondere indem sie Maßnahmen einleitet, die darauf abzielen, sie zu informieren.

Art. 8 - Der Minister bestimmt die Form der genannten Piktogramme für jede Kategorie, den Inhalt und die Modalitäten der Ausbildung sowie die Modalitäten des dem in Artikel 5 § 1 Absatz 1 Ziffer 5 genannten technischen Verantwortlichen abverlangten Hörtests.

Die in Absatz 1 genannte Ausbildung umfasst:

- 1° Akustik-Begriffe, einschließlich der Beherrschung der Tonregiegeräte;
- 2° eine Sensibilisierung für die mit der Lärmexposition verbundenen gesundheitlichen Aspekte, die den Fokus u.a. auf den Begriff der Lärmdosis, die gesundheitlichen Risiken und die Dezibelskala legen wird;
- 3° eine Einführung in die Sinnverständlichkeit von Schall.

Art. 9 - Für die permanenten öffentlich zugänglichen Einrichtungen wird eine Kalibrierung der Mess-, Anzeige- und Registrierungsvorrichtungen alle fünf Jahre von einem zugelassenen Akustikbüro vorgenommen.

KAPITEL III — *Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

Art. 10 - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Wenn der Antrag auf eine Umweltgenehmigung eine Einrichtung betrifft, die in den Rubriken 92.13, 92.32 und 92.34 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt ist, umfasst sie außer den Auskünften, die im in Absatz 1 erwähnten Formular beantragt sind, die in der Anlage XXXVII verlangten Informationen.”.

Art. 11 - Artikel 30 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Dezember 2015, wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Wenn der Antrag auf eine Globalgenehmigung eine Einrichtung betrifft, die in den Rubriken 92.13, 92.32 und 92.34 der Anlage I des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt ist, umfasst sie außer den Auskünften, die im in Absatz 1 erwähnten Formular beantragt sind, die in der Anlage XXXVII verlangten Informationen.”.

Art. 12 - In denselben Erlass wird eine Anlage XXXVII eingefügt, die als Anhang 3 zum vorliegenden Erlass beigefügt wird.

KAPITEL IV — *Aufhebungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 13 - Der Königliche Erlass vom 24. Februar 1977 zur Festlegung der akustischen Normen für Musik in den öffentlichen und privaten Einrichtungen wird aufgehoben.

Art. 14 - Die Regierung bestimmt das Datum für das Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses.

Art. 15 - Die Artikel 4 Absatz 1 Ziffer 2 und 5 § 1 Absatz 1 Ziffern 2 und 4 sind ein Jahr nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses auf die bereits bestehenden Einrichtungen anwendbar.

Art. 16 - Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge und Erklärungsformulare für Einrichtungen, die in den Rubriken 92.13, 92.32 und 92.34 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt sind, sowie die dies betreffenden administrativen Beschwerden werden nach den Regeln untersucht, die am Tag der Einreichung des Antrags oder der Hinterlegung gültig waren.

Art. 17 - Der Betreiber einer bereits bestehenden Einrichtung, die in den Rubriken 92.13, 92.32 und 92.34 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten erwähnt ist, teilt der zuständigen Behörde, dem technischen Beamten und den mit der Überwachung beauftragten Bediensteten innerhalb von sechs Monaten nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses mithilfe des in Anlage XXXVII zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Formulars die maximalen Schallpegelwerte mit, an die er sich halten will, sodass die auf ihn anwendbaren Bedingungen eindeutig identifiziert werden können.

Art. 18 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:
Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete

C. DI ANTONIO

Anhang 1 - Beschreibung des Schallpegelanzeigers

1. Allgemeine Merkmale der Vorrichtung zur Messung und Anzeige der Schallpegel

Das Mikrofon, die Kabel, das Material und das Montageverfahren sind so beschaffen, dass kein Schaden durch Feuchtigkeit, Rauch oder das Publikum entstehen kann.

Das Mikrofon, die Kabel und das Material sind derart dimensioniert, dass sie über eine längere Zeit stabil funktionieren können, und so angebracht, dass sie nur für den Betreiber und den mit der Überwachung beauftragten Bediensteten zugänglich sind.

Das Mikrofon, die Kabel und das Material sind mit einer Sicherheitsvorrichtung versehen, die das System unverletzlich macht, wie z.B. einem passwortgeschützten Zugriff für die Parameter und vergossenen Kabeln oder jeglichen anderen Mitteln, die dieselbe Sicherheit bieten.

Das Mikrofon wird zum Zeitpunkt seiner Installation sowie jedes Jahr geeicht. Die Belege für die Eichung werden den mit der Überwachung beauftragten Bediensteten und den Polizeidiensten zur Verfügung gestellt.

2. Messung des Schallpegels

Das Material entspricht der Klasse 2 nach der Norm NBN EN 61672-1 Elektroakustik - Schallpegelmesser - Teil 1: Anforderungen.

Das Messgerät hat einen Messbereich von mindestens 70 bis 120 dB, einen Frequenzbereich von 20 bis 20.000 Hz und ermöglicht eine gleichzeitige Messung der A- und C-bewerteten Schallpegel.

3. Anzeigesystem

Der Schallpegelanzeiger kann vom Publikum und dem Betreiber unter jeglichen Lichtbedingungen abgelesen werden. Folgende Indikatoren werden angezeigt: LAeq 5 Sekunden, LAeq 15 Minuten und LCEq 15 Minuten.

Das Mikrofon wird in einer Höhe zwischen 1.20 m und 5 m über dem Boden und, wenn möglich, in einem Abstand von 1 m zu den Seitenwänden, der Decke und jeglichem Lautsprecher angebracht.

Das Mikrofon befindet sich mitten im Publikum und zentral zwischen den wichtigsten Lautsprechern, gegebenenfalls am Tonmischpult. Wird aus Gründen der Organisation, der Gesetzgebung oder der Materialsicherheit eine andere Stelle ausgewählt, so wird eine Korrektur am angezeigten Pegelmesswert vorgenommen. In diesem Fall wird die Korrektur in den Installationsbericht aufgenommen und bei der Kalibrierung berücksichtigt. Wie dem auch sei, das Mikrofon wird so aufgestellt, dass die Erhebung eines für den Schallpegel, dem das Publikum ausgesetzt wird, repräsentativen Messwerts gewährleistet wird.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Festlegung der Bedingungen für die Übertragung elektronisch verstärkten Tons in öffentlich zugänglichen Einrichtungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Anhang 2 - Beschreibung des registrierenden Schallpegelanzeigers

1. Allgemeine Merkmale der Vorrichtung zur Messung, Registrierung und Anzeige der Schallpegel

Das Mikrofon, die Kabel, das Material und das Montageverfahren sind so beschaffen, dass kein Schaden durch Feuchtigkeit, Rauch oder das Publikum entstehen kann.

Das Mikrofon, die Kabel und das Material sind derart dimensioniert, dass sie über eine längere Zeit stabil funktionieren können, und so angebracht, dass sie nur für den Betreiber und den mit der Überwachung beauftragten Bediensteten zugänglich sind.

Das Mikrofon, die Kabel und das Material sind mit einer Sicherheitsvorrichtung versehen, die das System unverletzlich macht, wie z.B. einem passwortgeschützten Zugriff für die Parameter und vergossenen Kabeln oder jeglichen anderen Mitteln, die dieselbe Sicherheit bieten.

Das Mikrofon wird zum Zeitpunkt seiner Installation sowie jedes Jahr geeicht. Die Belege für die Eichung werden den mit der Überwachung beauftragten Bediensteten und den Polizeidiensten zur Verfügung gestellt.

Eine automatische Überprüfung des elektrischen Betriebs des Systems wird gewährleistet und ein zumindest optisches Alarmsignal wird ausgelöst, falls ein Kabel vom Strom getrennt wird.

2. Messung des Schallpegels

Das Material entspricht der Klasse 2 nach der Norm NBN EN 61672-1 Elektroakustik - Schallpegelmesser - Teil 1: Anforderungen.

Das Messgerät hat einen Messbereich von mindestens 70 bis 120 dB, einen Frequenzbereich von 20 bis 20.000 Hz und ermöglicht eine gleichzeitige Messung der A- und C-bewerteten Schallpegel.

3. Anzeige- und Registrierungssystem

Der Schallpegelanzeiger kann vom Publikum und dem Betreiber unter jeglichen Lichtbedingungen abgelesen werden. Folgende Indikatoren werden angezeigt: LAeq 5 Sekunden, LAeq 15 Minuten, LCEq 15 Minuten, LAeq 60 Minuten und LCEq 60 Minuten.

Das Mikrofon wird in einer Höhe zwischen 1.20 m und 5 m über dem Boden und, wenn möglich, in einem Abstand von 1 m zu den Seitenwänden, der Decke und jeglichem Lautsprecher angebracht.

Das Mikrofon befindet sich mitten im Publikum und zentral zwischen den wichtigsten Lautsprechern, gegebenenfalls am Tonmischpult. Wird aus Gründen der Organisation, der Gesetzgebung oder der Materialsicherheit eine andere Stelle ausgewählt, so wird eine Korrektur am angezeigten Pegelmesswert vorgenommen. In diesem Fall wird die Korrektur in den Installationsbericht aufgenommen und bei der Kalibrierung berücksichtigt. Wie dem auch sei, das Mikrofon wird so aufgestellt, dass die Erhebung eines für den Schallpegel, dem das Publikum ausgesetzt wird, repräsentativen Messwerts gewährleistet wird.

Das System registriert die Schallpegel LAeq 15 Minuten, LCEq 15 Minuten, LAeq 60 Minuten und LCEq 60 Minuten in 2-Minuten-Schritten. Die registrierten Daten müssen während eines Zeitraums von mindestens 30 Tagen abrufbar bleiben.

Die Messwerte werden in einem gebräuchlichen Dateiformat (Text oder Tabellenkalkulation) gespeichert, darunter: Startzeit, Endzeit, und die Lärmpegelwerte für jeden Indikator.

Die registrierten Daten können ohne Identifizierung abgelesen werden.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Festlegung der Bedingungen für die Übertragung elektronisch verstärkten Tons in öffentlich zugänglichen Einrichtungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Anhang 3

"Anlage XXXVII zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Ausgewählte Schallpegel und Übertragungszeiten:

Uhrzeiten, zu denen elektronisch verstärkter Ton übertragen wird		(bitte ankreuzen)
Angeforderte äquivalente Schallpegel:	Kategorie 1: LAeq 15 Minuten-Pegel, gleitend, der nicht höher als 85 dB(A) liegt	
	Kategorie 2 LAeq 15 Minuten- und LCEq 15 Minuten- gleitende Pegel, die einen Höchstwert von je 95 dB(A) und 110 dB(C) erreichen dürfen	
	Kategorie 3 LAeq 60 Minuten- und LCEq 60 Minuten- gleitende Pegel, die einen Höchstwert von je 100 dB(A) und 115 dB(C) erreichen dürfen	

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2018 zur Festlegung der Bedingungen für die Übertragung elektronisch verstärkten Tons in öffentlich zugänglichen Einrichtungen als Anhang beigefügt zu werden.

Namur, den 13. Dezember 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/200752]

13 DECEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van elektronisch versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 20;

Gelet op de wet van 18 juli 1973 betreffende de bestrijding van de geluidshinder, artikel 1, gewijzigd bij de wet van 21 december 1998;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op Boek I van het Milieuwetboek, artikel D.144;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het Koninklijk van 24 februari 1977 besluit houdende vaststelling van geluidsnormen voor muziek in openbare en private inrichtingen;

Gelet op het rapport van 1 februari 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2^o, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Beleidsgroep "Leefmilieu", uitgebracht op 27 maart 2018;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes" (Unie van de steden en gemeenten), uitgebracht op 18 april 2018;

Gelet op het advies nr. 64.012/4 van de Raad van State, gegeven op 19 september 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat dit besluit aan de Europese Commissie meegedeeld is overeenkomstig artikel 5 van Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en van de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

Overwegende dat geluidsoverlast een grote bezorgdheid is voor de bevolking;

Overwegende dat het luisteren naar elektronisch versterkt geluid op een hoog niveau onherstelbare schade aan het gehoor kan aanbrengen; dat, volgens verschillende studies, een langdurige blootstelling boven 85 dB(A) deze schade kan veroorzaken;

Overwegende dat dit ook een kwestie van gezondheid en milieu is;

Overwegende dat de materie momenteel valt onder het koninklijk besluit van 24 februari 1977 houdende vaststelling van geluidsnormen voor muziek in openbare en private inrichtingen; dat dit koninklijk besluit echter miskend is door de inrichtingen waarop het van toepassing is, en overigens achterhaald is door de evolutie van het type van uitgezonden geluid, met name grotere niveaus van bassen;

Gelet op de bijgestelde reglementering in termen van uitzending van geluidsniveaus die door het Vlaamse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn aangenomen;

Overwegende dat behalve een bijstelling van de reglementering in termen van uitzending van geluidsniveaus, dit besluit preventie- en informatiemaatregelen voorziet naar het publiek toe;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o het elektronische versterkt geluid : alle modaliteiten voor de emissie van elektronisch versterkte muziek en geluiden, met inbegrip van stemmen, afkomstig van permanente of tijdelijke geluidsbronnen;

2^o de inrichting toegankelijk voor publiek : elke permanente of tijdelijke plaats, al dan niet ingedeeld in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, alsook de bijgebouwen ervan, die voor publiek toegankelijk zijn, zelfs indien die uitsluitend toegankelijk zijn voor bepaalde categorieën van personen, al dan niet tegen betaling, met inbegrip van inrichtingen in openlucht, voor een niet louter privaat gebruik in het kader van het gezin, met uitzondering van optochten, processies en andere soortgelijke reizende evenementen;

3^o het publiek: elke persoon die een inrichting toegankelijk voor publiek betreedt en niet in de hoedanigheid van werknemer op deze plek;

4^o het equivalent geluidsdrukniveau of LAeq,T: equivalent geluidsdrukniveau gemeten met frequentieweging A energetisch gelijkwaardig aan een fluctuerend geluid gedurende dezelfde meetduur T;

5^o LAeq 15 minuten, glijdend : A-gewogen equivalent geluidsdrukniveau 15 minuten glijdend: het equivalent geluidsdrukniveau gemeten met frequentieweging A, met een stap van 1 seconde, energetisch gelijkwaardig aan een fluctuerend geluid gedurende een periode van 15 minuten glijdend;

6^o LCEq 15 minuten, glijdend : C-gewogen equivalent geluidsdrukniveau 15 minuten glijdend: het equivalent geluidsdrukniveau gemeten met frequentieweging C, met een stap van 1 seconde, energetisch gelijkwaardig aan een fluctuerend geluid gedurende een periode van 15 minuten glijdend;

7^o LAeq 60 minuten, glijdend: A-gewogen equivalent geluidsdrukniveau 15 minuten glijdend: het equivalent geluidsdrukniveau gemeten met frequentieweging A, met een stap van 1 seconde, energetisch gelijkwaardig aan een fluctuerend geluid gedurende een periode van 60 minuten glijdend;

8^o LCEq 60 minuten, glijdend : C-gewogen equivalent geluidsdrukniveau 60 minuten glijdend: het equivalent geluidsdrukniveau gemeten met frequentieweging C, met een stap van 1 seconde, energetisch gelijkwaardig aan een fluctuerend geluid gedurende een periode van 60 minuten glijdend;

9^o met het toezicht belast personeelslid: personeelslid aangeduid krachtens artikel D.140 van Boek I van het Milieuwetboek;

10° erkend akoestisch bureau: een bureau erkend voor de categorie 2 zoals bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 1 juli 201 betreffende de voorwaarden en modaliteiten tot erkenning van de laboratoria of instellingen inzake geluidshinder;

11° rustzone: ruimte in de inrichting toegankelijk voor publiek waarin het equivalent geluidsdrukkniveau $L_{Aeq,15}$ minuten, glijdend niet hoger dan 85 dB(A) mag zijn, als dusdanig aangeduid en gratis toegankelijk voor publiek, en waarvan de oppervlakte minimum vijf percent bedraagt van de voor het publiek toegankelijke totale oppervlakte van de inrichting toegankelijk voor publiek;

12° luidspreker: elk instrument dat het mogelijk maakt om elektronisch versterkt geluid te verspreiden;

13° de Administratie: het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;

14° de Minister: de Minister van Leefmilieu;

15° bestaande inrichting: elke inrichting die behoorlijk vergund of aangegeven is vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Voor de toepassing van het eerste lid, 15°, wordt de ombouw of de uitbreiding van een inrichting vergund vóór de inwerkingtreding van dit besluit, vermeld in het register bedoeld in artikel 10, § 2, van het decreet van 10 maart 1999 betreffende de milieuvergunning gelijkgesteld met een bestaande inrichting.

Art. 2. Dit besluit strekt ertoe de emissies van elektronisch versterkt geluid in de inrichtingen toegankelijk voor publiek te beperken om het publiek te beschermen tegen de hinder die een dergelijk geluid kan teweegbrengen.

HOOFDSTUK II. — *Emissienormen*

Afdeling 1. — Categorie 1 : Inrichtingen toegankelijk voor publiek van ten hoogste 85 dB(A)

Art. 3. Bij elke verspreiding van elektronisch versterkt geluid mag het equivalent geluidsdrukkniveau $L_{Aeq,15}$ minuten, glijdend 85 dB(A) niet overschrijden in inrichtingen toegankelijk voor publiek waar elektronisch versterkt geluid verspreid wordt.

De inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn en aan dit niveau voldoen, informeren het publiek door op elke plaats waar iedereen voorbij moet komen, het pictogram voor de desbetreffende categorie, zoals omschreven in artikel 8, aan te brengen.

Afdeling 2. — Categorie 2 : Inrichtingen toegankelijk voor publiek die meer dan 85 dB(A) maar niet meer dan 95 dB(A) bedragen

Art. 4. In afwijking van artikel 3, mogen de equivalente geluidsdrukkniveaus L_{Aeq} , 15 minuten, glijdend, en L_{Ceq} , 15 minuten, glijdend, die in een inrichting toegankelijk voor publiek gemeten worden, maximaal een niveau van respectievelijk 95 dB(A) en 110 dB(C) bereiken voor zover de uitbater van de inrichting toegankelijk voor publiek waar elektronisch versterkt geluid verspreid wordt de volgende voorwaarden naleeft:

1° het publiek meedelen dat het zich bevindt in een omgeving met een hoog geluidsniveau, wat een risico op tijdelijke of blijvende gehoorschade vormt, door op elke plaats waar iedereen voorbij moet komen, het pictogram voor de desbetreffende categorie, zoals omschreven in artikel 8, aan te brengen;

2° de gemiddelde en momentane geluidsniveaus meten en tonen voor elke zaal of elk podium waar elektronisch versterkt geluid verspreid wordt.

Overeenkomstig het eerste lid, 2°, voldoet de apparatuur aan de eisen van Bijlage 1.

Afdeling 3. — Categorie 3 : Inrichtingen toegankelijk voor publiek die meer dan 95 dB(A) maar niet meer dan 100 dB(A) bedragen

Art. 5. § 1^{er}. In afwijking van de artikelen 3 en 4, mogen de equivalente geluidsdrukkniveaus L_{Aeq} , 60 minuten, glijdend, en L_{Ceq} , 60 minuten, glijdend, die in een inrichting toegankelijk voor publiek gemeten worden, maximaal een niveau van respectievelijk 100 dB(A) en 115 dB(C) bereiken voor zover de uitbater van de inrichting toegankelijk voor publiek waar elektronisch versterkt geluid verspreid wordt de volgende voorwaarden naleeft:

1° het publiek meedelen dat het zich bevindt in een omgeving met een hoog geluidsniveau, wat een risico op tijdelijke of blijvende gehoorschade vormt, door op elke plek waar iedereen voorbij moet komen, het pictogram voor de desbetreffende categorie, zoals omschreven in artikel 8, aan te brengen;

2° de gemiddelde en momentane geluidsniveaus meten, tonen en opnemen voor elke zaal of elk podium waar elektronisch versterkt geluid verspreid wordt;

3° gratis of tegen een prijs die niet hoger ligt dan de aankoopprijs van het apparaat door de inrichting die voor het publiek toegankelijk is, gehoorbeschermers voor eenmalig gebruik ter beschikking van het publiek stellen overeenkomstig NBN EN 352-2: «Gehoorbeschermers - Algemene eisen - Deel 2: Oorproppen» en gemeten overeenkomstig de norm NBN EN 24869-1: "Geluidleer - Gehoorbeschermers - Deel 1: Subjectieve meetwijze van de lawaaidemping" of een gelijkwaardige wijze met een gecertificeerde demping van ten minste 15 dB;

4° beschikken over minstens één rustzone;

5° een technisch verantwoordelijke voor de inrichting toegankelijk voor publiek aanduiden die belast is met de opvolging van de naleving van de wetgeving op het gebied van de verspreide geluidsniveaus en die een opleiding in verband met versterkt geluid gevolgd heeft, die een professionele gehoortest heeft afgelegd en die zal waken over de beste configuratie van het geluidssysteem om een minimale impact van de activiteit van verspreiding van elektronisch versterkt geluid op het leefmilieu te garanderen. Deze informatie wordt ter beschikking gesteld van de met het toezicht belaste personeelsleden en van de Politiediensten. Deze technisch verantwoordelijke is een contactpersoon voor de personeelsleden belast met het toezicht en de Politiediensten.

Overeenkomstig paragraaf 1, 2°, voldoet de apparatuur aan de eisen van bijlage 2. Zij wordt onder het toezicht geplaatst van de in lid 1, 5°, aangewezen technische beheerder of door een erkend akoestisch bureau. Een beknopte beschrijving van de wijze waarop de informatie opgeslagen in het geheugen van de display kan worden geraadpleegd, wordt ter beschikking gesteld van de personeelsleden belast met het toezicht en de Politiediensten.

Overeenkomstig het eerste lid, 3°, zijn de bedoelde NBN-normen beschikbaar via de Portalsite Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst.

§ 2. De registratie als bedoeld in paragraaf 1, eerste lid, 2°, begint zodra de inrichting toegankelijk voor publiek elektronisch versterkt geluid verspreidt en het publiek aanwezig is. Ze kan onderbroken worden wanneer de verspreiding van het elektronisch versterkte geluid definitief stopgezet wordt of als publiek niet meer in de voor publiek toegankelijke inrichting aanwezig is.

De registratie duurt minimum 60 minuten.

Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen voor de drie categorieën

Art. 6. De equivalenten geluidsdrukniveaus worden gemeten op elke voor het publiek toegankelijke plaats, op een hoogte tussen 1,20 m en 1,50 m boven de vloer van het lokaal en op een minimumafstand van 1 m van de wanden en eventuele luidsprekers.

De meting wordt te allen tijde gedurende de gehele periode van opening van de inrichting die voor het publiek toegankelijk is, uitgevoerd.

De maatregel wordt voortgezet gedurende een periode die gelijk is aan die van de in de artikelen 3 tot en met 5 vastgestelde normen.

Art. 7. De Administratie kan de plaatselijke besturen en de inrichtingen toegankelijk voor publiek bijstaan bij de uitvoering van de verplichtingen die door onderhavig besluit bepaald worden, voornamelijk door elke maatregel te organiseren die hen moet informeren.

Art. 8. De Minister bepaalt de vorm van het pictogram bedoeld per categorie, de inhoud en de modaliteiten van de opleiding en de modaliteiten van de gehoortest van de technisch verantwoordelijke bedoeld in artikel 5, § 1, eerste lid, 5°.

De opleiding bedoeld in het eerste lid omvat:

1° noties van akoestiek, met inbegrip van de beheersing van de apparaten voor het beheer van de geluidsniveaus,

2° een sensibilisering voor de gezondheidsaspecten gelinkt aan de blootstelling aan geluid, onder meer de notie van geluidsdosis, de gezondheidsrisico's en de schaal van decibels;

3° een initiatie van de verstaanbaarheid van het geluid.

Art. 9. Voor vaste inrichtingen die voor het publiek toegankelijk zijn, wordt om de vijf jaar door een erkend akoestisch kantoor een kalibratie van de meet-, display- en registratieapparatuur uitgevoerd.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

Art. 10. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015, wordt aangevuld met volgend lid :

“Indien de milieuvergunningsaanvraag betrekking heeft op een inrichting bedoeld in de rubrieken 92.13, 92.32 en 92.34 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens zoals gevraagd in bijlage XXXVII.”.

Art. 11. Artikel 30 van hetzelfde besluit, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 10 december 2015, wordt aangevuld met volgend lid :

“Indien de de globale vergunningsaanvraag betrekking heeft op een inrichting bedoeld in de rubrieken 92.13, 92.32 en 92.34 van bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, bevat ze, naast de gegevens van het formulier bedoeld in het eerste lid, de gegevens zoals gevraagd in bijlage XXXVII.”.

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt een bijlage XXXVII ingevoegd die als bijlage 3 bij dit besluit is gevoegd.

HOOFDSTUK IV. — *Opheffings- en slotbepalingen*

Art. 13. Het koninklijk besluit van 24 februari 1977 besluit houdende vaststelling van geluidsnormen voor muziek in openbare en private inrichtingen wordt opgeheven.

Art. 14. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 15. De artikelen 4, eerste lid, 2° et 5, § 1, eerste lid, 2° en 4°, zijn van toepassing op de bestaande inrichtingen één jaar na de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 16. De vergunningsaanvragen en indieningen van aangiften van de inrichtingen bedoeld in de rubrieken 92.13, 92.32 en 92.34 van het besluit van de Waalse regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten die vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend, alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels die van kracht zijn op de datum van indiening van de aanvraag of de indiening.

Art. 17. De uitbater van een bestaande inrichting, bedoeld in de rubriek(en) 92.13, 92.32 en 92.34 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een effectonderzoek onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten, geeft, door middel van het formulier bedoeld in bijlage XXXVII van het besluit de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen tot uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, kennis binnen een termijn van zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, aan de bevoegde overheid, de technische ambtenaar en de toezichthoudende ambtenaren, van de maximale geluidsniveaus waaraan zij besluiten te voldoen en kunnen zij dus zonder enig geschil de voor hen geldende voorwaarden vaststellen.

Art. 18. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

Bijlage 1 - Beschrijving van de display van de geluidsniveaus

1. Algemene kenmerken van de meet- en displayapparatuur van de geluidsniveaus

De microfoon, kabels, apparatuur en montagemethode zijn ontworpen om te kunnen omgaan met de schade veroorzaakt door vocht, rook, publiek.

De microfoon, kabels en apparatuur moeten zodanig zijn gedimensioneerd dat zij stabiel in de tijd functioneren en zodanig zijn opgesteld dat alleen de uitbater en de met het toezicht belast personeelslid er toegang toe hebben.

De microfoon, kabels en apparatuur worden voorzien van een veiligheidsvoorziening die het systeem fraudebestendig maakt, zoals toegang met een wachtwoord voor parameters en verzegelde kabels of andere middelen met dezelfde garantie.

De microfoon wordt geïjkt tijdens de installatie en elk jaar. Het ijkingbewijs wordt ter beschikking gesteld van de met het toezicht belaste personeelsleden en van de Politiediensten.

2. Meting van het geluidsniveau

Het materiaal voldoet aan klasse 2, volgens de norm NBN EN 61672-1 Elektro-akoestiek -

Geluidniveaumeters - Deel 1 : Specificaties

Het meetinstrument heeft een meetbereik van minimaal 70 tot 120 dB, een frequentiebereik van 20 tot 20.000 Hz en maakt het mogelijk om de A- en C-gewogen geluidsniveaus gelijktijdig te meten.

3. Displaysysteem

De display van het geluidsniveau kan in alle lichtomstandigheden door het publiek en de uitbater worden geraadpleegd. De volgende indicatoren worden getoond : LAeq 5 seconden, LAeq 15 minuten et LCeq 15 minuten.

De microfoon wordt op een hoogte van tussen de 1,20 m en de 5 m boven de vloer geplaatst en indien mogelijk op minimaal 1 m afstand van de zijwanden, van het plafond en van iedere luidspreker;

De microfoon bevindt zich tussen het publiek en in het midden tussen de belangrijkste luidsprekers, in voorkomend geval, aan de mengtafel. Indien om organisatorische, wettelijke of veiligheidsredenen voor het materiaal een andere plaats wordt gekozen, wordt een correctie toegepast op het weergegeven meetniveau. In dit geval wordt de correctie geïntegreerd in het installatierapport en bij de kalibratie in aanmerking genomen. De microfoon wordt hoe dan ook zo geplaatst dat het verkrijgen van een representatieve meting van het geluidsniveau waaraan het publiek wordt blootgesteld verzekerd is.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van elektronisch versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

Bijlage 2 - Beschrijving van de display/recorder van de geluidsniveaus

1. Algemene kenmerken van de meet-, display- registratieapparatuur van de geluidsniveaus

De microfoon, kabels, apparatuur en montagemethode zijn ontworpen om te kunnen omgaan met de schade veroorzaakt door vocht, rook, publiek.

De microfoon, kabels en apparatuur moeten zodanig zijn gedimensioneerd dat zij stabiel in de tijd functioneren en zodanig zijn opgesteld dat alleen de uitbater en de met het toezicht belast personeelslid er toegang toe hebben.

De microfoon, kabels en apparatuur worden voorzien van een veiligheidsvoorziening die het systeem fraudebestendig maakt, zoals toegang met een wachtwoord voor parameters en verzegelde kabels of andere middelen met dezelfde garantie.

De microfoon wordt geïjkt tijdens de installatie en elk jaar. Het ijkingbewijs wordt ter beschikking gesteld van de met het toezicht belaste personeelsleden en van de Politiediensten.

Een automatische controle van de elektrische werking van het systeem is gewaarborgd en er wordt ten minste een visueel alarm geactiveerd wanneer een kabel wordt losgekoppeld.

2. Meting van het geluidsniveau

Het materiaal voldoet aan klasse 2, volgens de norm NBN EN 61672-1 Elektro-akoestiek -

Geluidniveaumeters - Deel 1 : Specificaties

Het meetinstrument heeft een meetbereik van minimaal 70 tot 120 dB, een frequentiebereik van 20 tot 20.000 Hz en maakt het mogelijk om de A- en C-gewogen geluidsniveaus gelijktijdig te meten.

3. Display- en registratiesysteem

De display van het geluidsniveau kan in alle lichtomstandigheden door het publiek en de uitbater worden geraadpleegd. De volgende indicatoren worden getoond : LAeq 5 seconden, LAeq 15 minuten et LCEq 15 minuten, LAeq 60minuten en LCEq 60 minuten.

De microfoon wordt op een hoogte van tussen de 1,20 m en de 5 m boven de vloer geplaatst en indien mogelijk op minimaal 1 m afstand van de zijwanden, van het plafond en van iedere luidspreker.

De microfoon bevindt zich tussen het publiek en in het midden tussen de belangrijkste luidsprekers, in voorkomend geval, aan de mengtafel. Indien om organisatorische, wettelijke of veiligheidsredenen voor het materiaal een andere plaats wordt gekozen, wordt een correctie toegepast op het weergegeven en geregistreerde meetniveau. In dit geval wordt de correctie geïntegreerd in het installatierapport en bij de kalibratie in aanmerking genomen. De microfoon wordt hoe dan ook zo geplaatst dat het verkrijgen van een representatieve meting van het geluidsniveau waaraan het publiek wordt blootgesteld verzekerd is.

Het systeem registreert de geluidsniveaus LAeq 15 minuten, LCEq 15 minuten, LAeq 60 minuten et LCEq 60 minuten met een stap van 2 minuten. De geregistreerde gegevens moeten minimaal 30 dagen beschikbaar blijven.

De waarden worden opgeslagen in een huidig computerformaat in tekst- of spreadsheetvorm, inclusief: de begin-, eind- en geluidsniveauwaarden voor elke indicator

De geregistreerde gegevens kunnen zonder identificatie worden uitgelezen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van elektronisch versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

Bijlage 3

"Bijlage XXXVII bij het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Geselecteerde geluidsniveaus en uurrooster voor het verspreiden:

Uurroosters voor het verspreiden van elektronisch versterkt geluid		(aankruisen)
Vereiste equivalente geluidsniveaus	Categorie 1 Equivalent geluidsdrukniveau LAeq, 15 minuten, glijdend dat niet hoger is dan 85 dB(A)	
	Categorie 2 Equivalente geluidsdrukniveaus LAeq, 15 minuten, glijdend, en LCEq, 15 minuten, glijdend, die maximaal een niveau van respectievelijk 95 dB(A) en 110 dB(C) kunnen bereiken	
	Categorie 3 Equivalente geluidsdrukniveaus LAeq, 60 minuten, glijdend, en LCEq, 60 minuten, glijdend, die maximaal een niveau van respectievelijk 100 dB(A) en 115 dB(C) kunnen bereiken	

”.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2018 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van elektronisch versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen.

Namen, 13 december 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,
C. DI ANTONIO

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2019/40365]

31 JANVIER 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2018 portant nomination du Président et de trois administrateurs de BRUGEL

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, les articles 30^{ter} et 30^{quinquies} ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2018 portant nomination du Président et de trois administrateurs de BRUGEL ;

Considérant que l'arrêté susmentionné est entaché d'une erreur matérielle au niveau de l'attribution de la mention B « convient pour la fonction », au niveau des rapports de jury et au niveau du nombre de candidats, qu'il convient de rectifier ;

Considérant que, nonobstant cette erreur matérielle, l'arrêté susmentionné reste applicable dans toutes ses dispositions ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le préambule de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 octobre 2018 portant nomination du Président et de trois administrateurs de BRUGEL, les rectifications suivantes sont apportées :

1° au dixième « Vu », les mots « le rapport » sont remplacés par les mots « les rapports », le mot « rendu » est remplacé par le mot « rendus » et les mots « et le 6 septembre » sont insérés entre le mot « juin » et le chiffre « 2018 » ;

2° au deuxième « Considérant », le mot « quatorze » est remplacé par le mot « quinze » ;

3° au troisième « Considérant », les mots « qu'onze » sont remplacés par les mots « que douze » et le mot « douze » est remplacé par le mot « treize » ;

4° au quatrième « Considérant », les mots « un candidat pour la fonction de Président et » sont insérés entre les mots « une mention B « convient pour la fonction » à » et les mots « quatre candidats ».

Art. 2. La Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 31 janvier 2018.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

La Ministre du Logement, de la Qualité de Vie,
de l'Environnement et de l'Énergie,
C. FREMAULT

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/40365]

31 JANUARI 2019. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 oktober 2018 houdende benoeming van de Voorzitter en van drie bestuurders van BRUGEL

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikels 30^{ter} en 30^{quinquies};

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 oktober 2018 houdende benoeming van de Voorzitter en van drie bestuurders van BRUGEL;

Overwegende dat bovenvermeld besluit een materiële vergissing bevat wat betreft de toekenning van de vermelding B “geschikt voor de functie”, de juryverslagen en het aantal kandidaten, die verbeterd dient te worden;

Overwegende dat, niettegenstaande deze materiële vergissing, bovenvermeld besluit in al zijn bepalingen van toepassing blijft;

Op voordracht van de minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de aanhef van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 4 oktober 2018 houdende benoeming van de Voorzitter en van drie bestuurders van BRUGEL worden de volgende verbeteringen aangebracht:

1° bij de tiende “Gelet op” worden de woorden “het verslag” vervangen door de woorden “de verslagen” en worden de woorden “en van 6 september” ingevoegd tussen de woorden “juni” en het cijfer “2018”;

2° bij de tweede “Overwegende dat” wordt het woord “veertien” vervangen door het woord “vijftien”;

3° bij de derde “Overwegende dat” wordt het woord “elf” vervangen door het woord “twaalf” en wordt het woord “twaalf” vervangen door het woord “dertien”;

4° bij de vierde “Overwegende dat” worden de woorden “een kandidaat voor de functie van Voorzitter en” ingevoegd tussen de woorden “een vermelding « B: geschikt voor de functie » aan” en de woorden “vier kandidaten”.

Art. 2. De Minister die energie tot zijn bevoegdheden heeft, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 31 januari 2018.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering:

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

R. VERVOORT

De Minister van Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie

C. FREMAULT